OEA/Ser.W

 CIDI/doc.305/21 rev. 3

 23 février 2021

 Original: anglais

RAPPORT ANNUEL DU SECRÉTARIAT EXÉCUTIF AU DÉVELOPPEMENT INTÉGRÉ (SEDI) AU CONSEIL INTERAMÉRICAIN POUR LE DÉVELOPPEMENT INTÉGRÉ (CIDI)

(Janvier-Décembre 2020)

(Approuvée à sa s réunion ordinaire tenue le 23 février 2021)

ACTIVITÉS DU SECRÉTARIAT EXÉCUTIF AU DÉVELOPPEMENT INTÉGRÉ (SEDI)

(Janvier-Décembre 2020)

INTRODUCTION

Le travail du Secrétariat exécutif au développement intégré (SEDI) de l'Organisation des États Américains (OEA) est guidé par les principes fondamentaux énoncés dans la Charte de l'OEA et la Charte sociale des Amériques. Le SEDI tire ses mandats du Sommet des Amériques, de l'Assemblée générale de l'OEA et des différentes réunions sectorielles au niveau ministériel. Le dialogue politique et la coopération technique entre les États membres qui œuvrent au développement socioéconomique de la région sont des éléments fondamentaux du travail du SEDI. Grâce à un dialogue politique de haut niveau, le SEDI travaille avec les États membres pour définir les politiques et les priorités qu'ils considèrent comme essentielles à la réduction de la pauvreté et à l'élimination des inégalités dans le continent américain. Les impératifs politiques se traduisent par des programmes, des projets et des activités qui sont mis en œuvre en coopération et en partenariat avec d'autres institutions publiques et privées régionales et internationales et des organisations de la société civile ayant des objectifs communs. Le Plan stratégique intégral de l’OEA approuvé en 2016 a chargé le SEDI d’atteindre certains objectifs spécifiques dans les domaines suivants : éducation, compétitivité, petites et moyennes entreprises, travail, culture, science et technologie, gestion des ressources, énergies renouvelables et efficacité énergétique, tourisme et développement durable. Les activités dans ces domaines clés sont principalement axées sur le renforcement des capacités humaines et des institutions afin de favoriser un écosystème socioéconomique solide qui permette le rayonnement de la gouvernance démocratique dans chaque État membre. En outre, le SEDI/OEA encourage un développement portuaire compétitif, sûr, durable et inclusif dans les États membres.

La structure organisationnelle du SEDI comprend le Bureau du secrétaire exécutif, trois départements : (i) Département du développement humain, de l'éducation et de l'emploi ; (ii) Département du développement économique ; (iii) Département du développement durable, et le Secrétariat de la Commission interaméricaine des ports (CIP). Le SEDI travaille également en étroite collaboration avec d'autres secrétariats au sein de l'OEA et des organes affiliés à l'OEA tels que la Fondation pour les Amériques, le Young Americas Business Trust (YABT) et la Fondation panaméricaine de développement (PADF). En outre, il a forgé des partenariats avec d'autres organisations internationales ainsi qu'avec des organisations de la société civile, la communauté universitaire et le secteur privé, conformément à ses attributions.

En plus d'être le Secrétariat du Conseil interaméricain pour le développement intégré (CIDI), le principal forum multilatéral de dialogue sur les défis de développement auxquels la région est confrontée, le SEDI fournit des services consultatifs et une assistance technique directe aux États membres sur des questions et des finances spécifiques, met en œuvre et/ou coordonne des projets de développement spécifiques avec des ressources du Fonds de coopération pour le développement (FCD/OEA) et des ressources externes provenant des États membres, des États membres observateurs, des banques de développement, du secteur privé, des universités et d'autres partenaires. Le mandat principal du SEDI, tel qu'il est énoncé dans la Charte de l'OEA, reste celui d’un instrument de coopération triangulaire, Sud-Sud et horizontale. Grâce à ses nombreux réseaux, programmes et projets, le SEDI facilite le transfert des connaissances, des leçons apprises et des bonnes pratiques entre les États membres et au sein de ceux-ci dans le contexte du pilotage et de la gestion de leur propre développement socioéconomique.

Bien qu'une grande partie du travail du SEDI soit financée par des contributions volontaires provenant des États membres et d'autres donateurs, la récente baisse des fonds de développement pour la région d'Amérique latine et des Caraïbes parmi les principaux donateurs a posé un défi pour le Secrétariat en raison de l'insuffisance de ses ressources, ce qui a eu un impact négatif sur sa capacité à répondre pleinement aux besoins émergents des États membres. C'est pourquoi la mobilisation des ressources reste un élément clé du travail du SEDI.

En 2020, les États membres de l'OEA ont fait face à des défis sans précédent. La crise de santé publique de la pandémie de COVID-19 a exploité et amplifié les faiblesses structurelles pour occasionner des troubles économiques, sociaux et politiques qui ont mis un terme aux progrès vers la réalisation de tous les objectifs de développement durable (ODD). Le SEDI, en sa qualité d'organe de l'OEA pour le développement, a réorienté ses activités de mise en œuvre prévues dans le Plan stratégique intégral 2016 afin d’axer ses programmes et initiatives actuels sur la réponse aux besoins émergents des États membres dans leurs efforts déployés pour riposter aux difficultés complexes occasionnées par la pandémie. Ce travail a été soutenu par le développement et l'exploitation de partenariats stratégiques qui ont permis d'accroître les ressources disponibles pour répondre à la crise.

Le rapport de cette année comprend les résultats obtenus par le SEDI dans chacune des lignes stratégiques et chacun des objectifs inclus dans la partie du Plan stratégique intégral de l'Organisation consacrée au pilier du développement. [AG/RES. 1 (LI-E/16)]

**LIGNE STRATÉGIQUE 1 : PROMOUVOIR DES ÉCONOMIES INCLUSIVES ET COMPÉTITIVES**

Depuis le début de la pandémie de COVID-19, les programmes du SEDI tels que le programme des centres de développement des petites entreprises des Caraïbes et les initiatives Facebook et WhatsApp Business récemment lancées ont fourni aux microentreprises et aux petites et moyennes entreprises (MPME) et aux décideurs politiques des possibilités de renforcement des capacités et des outils commerciaux pour les aider à réagir, à se rétablir et à renforcer leur résilience. En outre, 11 éditions spéciales du bulletin d'information de l'OEA pour les MPME ont soutenu le partage des connaissances sur les mesures adoptées par les États membres pour atténuer l'impact économique de la pandémie sur ces entreprises. D'autres initiatives, telles que le mécanisme d’accélération d’idées du RIAC pour la COVID-19, la plateforme virtuelle sur le transfert et la commercialisation des technologies pour les Amériques, et la réunion du RIAC sur la « Redéfinition du programme de compétitivité pour les Amériques : Les impératifs du RIAC pour une relance post-COVID-19 », en prévision du 11e Forum sur la compétitivité des Amériques, ont également contribué à l'identification d'outils et de nouvelles politiques visant à renforcer l'écosystème des MPME dans les États membres.

**OBJECTIF 1.1. Accroître la capacité des institutions des États membres qui contribuent à la mise en œuvre de politiques et programmes favorisant la productivité, l’entreprenariat, l’innovation et l’internationalisation des microentreprises et des petites et moyennes entreprises (MPME), ainsi que des coopératives et autres unités de production.**

**Programme de numérisation des MPME de l'OEA**

* Organisation de six (6) tables rondes dans le cadre de l'initiative OEA-Facebook avec les autorités des MPME des États membres et échange de 25 bonnes pratiques avec plus de 85 000 spectateurs pour aider les petites entreprises à se remettre de la pandémie de COVID-19. Au cours de cette activité, des exposés ont été échangés par le biais des outils gratuits en ligne de Facebook pour les MPME.
* Lancement d'une initiative conjointe avec WhatsApp Business pour offrir directement des programmes de formation virtuelle personnalisés aux MPME et un programme de formation des formateurs pour les responsables/centres de MPME afin de renforcer la résilience et la reprise après la pandémie.
* Numérisation de plus de 70 000 MPME dans 11 États membres pour accroître leur visibilité, leur accessibilité, leur rentabilité et leur résilience.

**Système d'information sur le commerce international de l'OEA (SICE)**

* Lancement du centre d'échange d'informations en ligne sur les MPME et du bulletin d'information de l'OEA sur les MPME afin d'améliorer les échanges de connaissances sur les bonnes pratiques, les initiatives de coopération horizontale, les politiques, les programmes et les projets qui soutiennent le secteur des MPME dans les États membres de l'OEA.
* Publication de 14 bulletins d'information, dont 11 éditions spéciales (en anglais et en espagnol) sur les mesures adoptées par les États membres pour atténuer l'impact économique de la pandémie de COVID-19 sur les MPME.

**Programme des centres de développement des petites entreprises des Caraïbes (SBDC)**

* Organisation de la série de webinaires **Breakthrough** (18-20 mai 2020) en collaboration avec Ten Habitat via Facebook Live et Zoom qui a fourni à plus de 2 900 entrepreneurs des Caraïbes des outils et des stratégies pour répondre avec succès aux changements apportés par la pandémie de COVID-19. Les sessions pratiques et interactives ont permis de partager des études de cas concrets pour les MPME des Caraïbes.
* Animation de **« Moving Beyond the Likes: Social Media for Business Success »** (15-16 juin 2020), un webinaire sur la réussite dans les affaires avec les médias sociaux qui a été organisé conjointement avec Ten Habitat et a fourni à plus de 1060 entrepreneurs des Caraïbes des outils et des stratégies pour exploiter les médias sociaux et les technologies numériques afin de promouvoir et de développer leurs entreprises.
* Impact économique : 977 nouvelles entreprises créées ; 5 717 petites entreprises servies ; 2 220 femmes entrepreneurs/entreprises appartenant à des femmes servies ; plus de 684 emplois créés et 12 391 emplois soutenus grâce aux interventions du SBDC ; US$ 67 257 990,76 de chiffres d'affaires et US$ 7 112 695,22 de bénéfices générés ; 96 expansions commerciales ; US$ 1 121 028,60 de capitaux obtenus par des prêts et des capitaux propres dans six États membres des Caraïbes.
* Lancement du réseau des SBDC des Caraïbes pour favoriser le dialogue politique de haut niveau, la coopération, l'échange de bonnes pratiques et l'adoption d'initiatives entre les SBDC et les chefs de MPME dans la région CARICOM.
* Réalisation d’interventions de renforcement des capacités des directeurs et conseillers des SBDC en matière de planification stratégique en partenariat avec LBL Strategies, d’analyse de crédit et d'analyse financière des PME en partenariat avec Moody's et de renforcement des organismes de soutien dans l'écosystème des MPME en partenariat avec l'Université du Texas à San Antonio (UTSA).
* Rédaction et validation du document de politique sur le renforcement de l'écosystème de soutien des MPME du Guyana par les parties prenantes concernées.

**OBJECTIF 1.2. Intensifier la coopération régionale, les échanges de connaissances, le transfert de technologie à des conditions et modalités établies d’un commun accord, et la collaboration intersectorielle entre les États membres et au sein de ces derniers en matière de compétitivité, productivité et innovation.**

**Réseau interaméricain de compétitivité (RIAC)**

* Partage de plus de 240 initiatives de 23 pays dans le cadre du mécanisme du RIAC pour la création de concepts relatifs à la COVID-19 sur les outils technologiques, les solutions de santé, les initiatives de soutien aux entreprises et les plans de réponse et de relance économique mis en œuvre par les États membres en réponse à la pandémie.
* Convocation d'un dialogue régional, organisé par le gouvernement de l'Équateur en qualité de président *pro tempore* du RIAC, sur la reprise économique et la remise à zéro du programme de compétitivité des Amériques afin d'orienter la préparation et l'élaboration du programme du XIe Forum sur la compétitivité des Amériques (FAC) prévu pour 2021.

**Bourse pour la compétitivité des Amériques (ACE)**

* Soutien de l’élaboration de quatre projets de collaboration lancés par le réseau ACE :
	+ Création d'un club d'entrepreneurs à Tucumán (Argentine), qui propose des espaces de formation et de collaboration professionnelle à plus de 1 400 membres.
	+ L'incubateur et accélérateur d'entreprises TIC de Bogota (BICTIA) (Colombie) a commencé ses activités : il soutient le développement des nouvelles entreprises, investit dans les entreprises en phase de démarrage et offre une formation au codage à la population défavorisée.
		- Formation de 1 066 bénéficiaires au codage, dynamisation et promotion de 70 nouvelles entreprises et investissement de US$ 380 000 dans 6 nouvelles entreprises.
	+ Création de Aerospacefy LLC à Porto Rico (États-Unis) comme filiale de la société brésilienne Orbital Engenharia : fournit des services de recherche et de développement pour des solutions aérospatiales.
	+ Début d’une relation de collaboration entre FEDESOFT et Colombia Productiva MaRS Discovery District de Toronto (un centre de soutien aux entreprises pour les jeunes pousses technologiques) : fournit un soutien au renforcement des capacités et des services pour faciliter l’entrée au Canada de PME colombiennes pour qu'elles puissent se développer au Canada.
		- Organisation d’ateliers dans cinq villes colombiennes
		- Début des activités d’une société colombienne à Toronto (Canada).
* Organisation de la signature de deux accords entre parties prenantes de l’ACE :
	+ L'Université catholique de Santiago de Guayaquil en Équateur et la Fondation États-Unis-Mexique pour la science (FUMEC) ont conclu un accord de coopération internationale pour promouvoir les échanges universitaires et scientifiques afin d'accélérer et de développer les nouvelles entreprises et les PME en Équateur.
	+ L'Université catholique de Santiago de Guayaquil et l'Université San Carlos du Guatemala ont conclu un accord de coopération internationale pour promouvoir les échanges universitaires afin de faire progresser la science, les nouvelles technologies et la recherche appliquée.

**Groupe d'experts sur la compétitivité infranationale (GTECS)**

* Lancement de la certification interaméricaine des bonnes pratiques en matière de permis de construire avec la Colombie, El Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Mexique lors de la réunion annuelle des GTEC sur les permis, organisée par le gouvernement mexicain.
* Partage de 20 bonnes pratiques pour faire avancer la réforme réglementaire et les permis de construire avec les autorités fédérales, étatiques et municipales des États membres.
* Organisation de 12 webinaires virtuels avec plus de 1 500 participants, mettant en lumière les expériences de reprise économique dans le contexte de la pandémie de COVID-19 avec une perspective infranationale.

**OBJECTIF 1.3. Intensifier la coopération en vue de renforcer les capacités des institutions des États membres à assimiler l’innovation et les technologies transformatrices afin d’apporter une valeur ajoutée et de diversifier leurs économies de manière durable et inclusive**

**Science, technologie et innovation (STI)**

* Échange de 15 stratégies nationales, expériences et bonnes pratiques en matière de science, de technologie et d'innovation en réponse à la pandémie dans le cadre de trois dialogues ministériels régionaux de la Commission interaméricaine de la science et de la technologie (COMCYT).
* Reconduction du plan de travail de la COMCYT jusqu'à la fin de 2021 et inscription d’activités supplémentaires concernant l'application de la science, de la technologie et de l'innovation à la riposte face à la pandémie de COVID-19 et au relèvement post-pandémie.
* Lancement, en collaboration avec le gouvernement du Mexique et le Secrétariat technique de la COMCYT, de la deuxième édition de Prospecta Americas sous le thème **« La prospective technologique dans les Amériques : Les défis d'une nouvelle réalité »** pour améliorer les initiatives sur les technologies émergentes dans la région et pour diriger des projets de collaboration dans les domaines de la prospective technologique et des études futures entre les secteurs public et privé et les centres de recherche des États membres de l'OEA.
	+ Organisation, dans le cadre de Prospecta Americas, en collaboration avec le Conseil national péruvien de la science, de la technologie et de l'innovation technologique (CONCYTEC) et l'Université scientifique du Sud, de webinaires sur les neurosciences et la technologie pour discuter des progrès rapides, des développements futurs et de l'impact des neurosciences dans les Amériques dans le contexte de la pandémie de COVID-19.
* Hébergement d'un programme virtuel « **Plateforme de transfert de technologie et de commercialisation pour les Amériques** », qui a fourni un soutien aux entrepreneurs et aux innovateurs en accélérant les technologies « du concept au marché », en développant des entreprises innovantes et des solutions technologiques pour répondre à des problèmes communautaires spécifiques.
	+ Formation de 35 entrepreneurs au sein du Centre d'innovation et d'entrepreneuriat de la Dominique et de 45 responsables de transfert de technologie d'universités en Équateur.
	+ Officialisation d’arrangements pour accueillir l'édition 2021 de la plateforme régionale avec le CONCYTEC du Pérou et lancement d'une plateforme virtuelle de mentorat (HUB COMUNITT).
* Organisation, en collaboration avec les partenaires du groupe de travail 2 de la COMCYT, de quatre forums régionaux de dialogue sur l'enseignement de l'ingénierie, dont deux éditions virtuelles, qui ont soutenu l'échange de bonnes pratiques et ont dispensé une formation à l'enseignement de l'ingénierie dans le contexte de la pandémie à plus de 1 500 professionnels et étudiants en ingénierie des Amériques.
* Soutien au lancement du dialogue régional « **Chaire régionale Matilda sur les femmes en ingénierie dans les Amériques »** qui reconnaît et met en valeur les contributions sociales, scientifiques et intellectuelles des femmes dans les domaines des sciences, technologies, ingénierie et mathématiques (STEM, de son sigle anglais), et contribution à la deuxième édition de la publication « Matilda et les femmes en ingénierie en Amérique latine » qui présente les femmes dans les carrières STEM.
* Publication, en collaboration avec l'Université Pontificia de Medellín (UPB), d’une étude prospective des programmes d'ingénierie à l'horizon 2035, qui identifie 164 problèmes dans les programmes d'ingénierie dans six pays des Amériques et 64 scénarios possibles de changement et d'adaptabilité d'ici à 2035.

**OBJECTIF 1.4. Soutenir les États membres dans le renforcement des capacités institutionnelles favorisant la création d’activités productives durables dans les secteurs du tourisme et de la culture**

**Culture et tourisme**

* Élaboration, en partenariat avec la Convention Andrés Bello, d'un guide méthodologique pour la mise en œuvre des comptes satellites de la culture dans la région CARICOM afin de soutenir la mesure de la contribution de la culture à l'économie et la prise de décision politique basée sur des données.
* Exécution du projet « **Améliorer le cadre pour le développement d'une économie du patrimoine dans les Caraïbes** ».
	+ Création de bureaux d'enregistrement nationaux des lieux patrimoniaux en Jamaïque et à la Barbade pour promouvoir les lieux patrimoniaux en tant que ressources économiques viables, grâce à l'introduction d'un système efficace de documentation de ces lieux.
	+ Élaboration de propositions de durabilité pour chacune des composantes du projet afin de faciliter les actions post-projet dans les pays bénéficiaires.
	+ Formation aux bonnes pratiques en matière de marketing et de promotion des lieux patrimoniaux pour les professionnels du patrimoine et les fonctionnaires des ministères de la culture des pays bénéficiaires.
* Finalisation et approbation du plan de travail 2019-2022 de la Commission interaméricaine de la culture lors de la réunion de planification des autorités de la CITUR le 27 mai 2020.
* Organisation, en collaboration avec le Bureau américain des affaires indiennes et l'Université George Washington, du premier Forum du tourisme autochtone des Amériques en octobre 2020, qui a facilité le dialogue entre les dirigeants des communautés, des entreprises et des gouvernements sur les défis du développement ayant un impact sur les populations autochtones, le rôle du tourisme dans le développement économique durable et les plans des dirigeants autochtones pour la réalité post-pandémique.
* Élaboration des « **Lignes directrices pour le développement du tourisme communautaire dans les Amériques »**en collaboration avec le ministère du tourisme du Pérou dans le cadre du plan de travail de la CITUR 2018-2021.
* Organisation de webinaires de partage d'informations et de renforcement des capacités sur l'impact de la Pandémie de COVID-19 sur les secteurs de la culture et du tourisme, y compris de trois webinaires sous-régionaux sur « **Les effets de la COVID-19 sur les communautés autochtones et le tourisme »** et d'autres activités sur « Les **protocoles de biosécurité pour relancer le tourisme », « La sécurité du tourisme à l’ère de la COVID-19 », « Facilitation des voyages et des visas pendant la COVID-19 », « Réouverture du secteur du tourisme : Pleins feux sur les hôtels et les restaurants » et « L’économie orange à l’ère de la COVID-19 ».**
* Organisation de deux réunions de la Commission interaméricaine du tourisme pour traiter des questions liées aux retombées de la pandémie de COVID-19 et à son impact sur les secteurs du tourisme et de l'hôtellerie, à l'exécution des mandats ministériels et à la planification du vingt-cinquième Congrès interaméricain des ministres et hauts fonctionnaires chargés du tourisme.
* Compilation, en collaboration avec le Secrétariat à la sécurité multidimensionnelle, d'informations sur les protocoles et les règlements de voyage dans les États membres de l'OEA et analyse des directives communes qui favorisent la sécurité des voyages entre les pays.

**Commission interaméricaine des ports (CIP)**

* Publication en ligne d'une compilation de 31 pratiques, directives, lignes directrices, protocoles et recommandations internationales réussis, de 25 pratiques, directives, lignes directrices, protocoles et recommandations nationales réussis et de 4 pratiques, directives, lignes directrices, protocoles et recommandations réussis à l’échelle continentale concernant les mesures de sécurité contre la COVID-19 et la continuité des opérations logistiques dans les ports des États membres au cours des premières phases de la pandémie.
* Élaboration et publication sur le portail de la CIP du **Guide du port vert** de la CIP, en espagnol et en anglais, qui propose des recommandations pratiques concernant une exploitation portuaire durable et écologique et l’obtention de la certification de port « vert ».
* Publication et diffusion du magazine CIP (volume 30) sur la « **Relation ville-port** : **Facteur de renforcement mutuel**», qui propose une analyse d'experts sur la relation port-ville, la responsabilité sociale, la gouvernance et la législation.
* Présentation de six (6) prix maritimes des Amériques et de trois (3) mentions honorifiques à des institutions publiques, privées et universitaires d'Argentine, du Brésil, de Colombie et du Pérou pour des pratiques exceptionnelles en matière de responsabilité sociale, de relations entre les ports et les villes, d'opérations portuaires écologiques, de gestion des risques de catastrophes et d'autonomisation des femmes.
* Fourniture de conseils techniques lors de huit événements virtuels organisés par les membres associés de la CIP et des partenaires stratégiques, qui ont permis de partager les bonnes pratiques avec plus de 700 participants sur des sujets tels que la numérisation des ports, l'industrie des croisières, la résilience économique, les défis futurs du secteur portuaire, l'atténuation des risques de catastrophe, ainsi que la sécurité et la protection des ports.

**LIGNE STRATÉGIQUE 2 : RENFORCER LA MISE EN ŒUVRE DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE CONFORMÉMENT AU PROGRAMME INTERAMÉRICAIN DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 2016-2021 (PIDS)**

Dans le domaine du développement durable, l'OEA a mobilisé de nouvelles sources de financement pour des projets dans le bassin de la rivière La Plata et a fourni une assistance technique aux responsables du secteur énergétique de 30 États membres afin d'encourager l'utilisation de données fiables, scientifiques et empiriques dans la gestion de l'énergie, le développement des énergies renouvelables et la surveillance de la qualité de l'air. Le programme des Casques blancs de l'OEA a renforcé la capacité de l'Argentine et des États membres de la région d'Amérique centrale à répondre à la pandémie de COVID-19. Les initiatives du SEDI ont également aidé les États membres à se préparer et à répondre à l'effet conjugué de la pandémie et de la saison des ouragans, historiquement active.

**OBJECTIF 2.1 Promouvoir les capacités des États membres pour la gestion des risques de catastrophe conformément aux objectifs et principes d’action énoncés à la section 3.1. du PIDS.**

**Gestion des risques de catastrophes et adaptation au changement climatique**

* Fourniture d’une assistance technique à la Commission interaméricaine pour la réduction des catastrophes naturelles (CIRDN) en prévision de l'impact cumulé de la pandémie de COVID-19 et de la saison des ouragans, et en réponse à l'impact des ouragans Eta et Iota.
* Fourniture de services de secrétariat technique à la Commission des politiques du CIDI pour appuyer l'examen de tous les instruments du Système interaméricain et la modification des statuts de la CIDNR ainsi que le renforcement du Réseau interaméricain pour l'atténuation des effets des catastrophes (INDM) ; intensification de la collaboration avec l'Organisation interaméricaine de défense pour la tenue de la base de données continentale faisant autorité sur la gestion des catastrophes.
* Soutenu l'exécution du programme OAS-Casque blanc en Argentine et en Amérique centrale en réponse à COVID-19.
* A lancé l'exécution du projet « **Renforcer la résilience des petites entreprises touristiques des Caraïbes face aux catastrophes** »
* Lancement de l’exécution du projet de renforcement des capacités de la CIP intitulé **« Gestion des risques de catastrophe destiné aux autorités portuaires et maritimes des Caraïbes ».**

**OBJECTIF 2.3 Renforcer les capacités des États membres en matière de gestion intégrée des ressources en eau conformément aux objectifs et aux actions stratégiques décrits à la section 3.3 des PEID.**

**Gestion intégrée des ressources hydriques (GIRH)**

* Élaboration d’une proposition de programme de prévention et d’endiguement de la COVID-19 qui sera mis en œuvre dans la zone rurale de la région de Trifinio au Honduras en mars 2020.
* Poursuite de l'exécution du projet du bassin de la rivière La Plata, mis au point grâce à un financement de US$ 2 millions obtenu par le biais du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) pour la mise en œuvre du plan d'action stratégique afin d'accélérer les interventions dans les domaines prioritaires de la sécurité de l'eau, de la résilience climatique et de la santé des écosystèmes.
* Mise en place de groupes, issus d'un consortium de 35 experts de la zone du bassin, pour fournir une assistance technique à la CIC pendant la durée du projet dans six domaines thématiques, y compris la définition de mesures nationales et régionales visant la mise en œuvre du plan d’action stratégique actuel.
	1. Système d'aide à la décision (DSS) (présidé par la CIC)
	2. Planification, gestion et gestion durable des ressources hydriques (présidé par l'Argentine)
	3. Protection/réhabilitation de l'environnement (présidé par le Paraguay)
	4. Éducation, communication et participation publique (présidé par l'Uruguay)
	5. Recherche et développement technologique (présidé par la Bolivie)
	6. Renforcement institutionnel (présidé par le Brésil)
* Rédaction du portefeuille de projets du bassin de La Plata pour la mise en œuvre du plan d'action stratégique, le sous-bassin et des interventions nationales, évalué à US$ 98 millions.
* Début de l'exécution du projet BID-OEA **« Renforcement des capacités de gouvernance en Amérique latine et dans les Caraïbes pour respecter les engagements nationaux énoncés dans l'Accord de Paris : une perspective du Costa Rica, de l'Uruguay et de la Jamaïque »**
* Achèvement de la préparation du projet FEM-PNUE-OEA **« Favoriser la sécurité de l'eau dans la région du Trifinio** : **Promouvoir la formulation d'un plan d’action stratégique/diagnostic transfrontalier pour le bassin fluvial transfrontalier de cette région »** évalué à US$ 4,8 millions. Après un bref retard lié à la COVID-19, l'exécution du projet peut commencer au début de 2021 si l'évolution de la pandémie permet la mise en œuvre d'activités sur le terrain. Ces activités seront menées sur quatre ans.
* Élaboration d’une proposition de programme pour renforcer la sécurité de l'eau et l'adaptation au changement climatique dans les pays et les bassins touchés par le recul des glaciers dans les Andes tropicales.
* Poursuite de l'exécution du projet « **Cadre régional pour l'utilisation durable du bassin du fleuve Bravo »**.
* Mise en œuvre de quatre événements virtuels régionaux dans le cadre de l'Initiative pour des partenariats stratégiques pour l'eau dans les Amériques :
	+ 1 pour l'Amérique du Sud.
	+ 1 pour le Brésil.
	+ 1 Dialogue de haut niveau pour l'Amérique centrale et la Méso-Amérique.
	+ 1 pour l'Amérique du Nord (Mexique, États-Unis et Canada en coopération avec le Brésil).
		- Début de la préparation d'un dialogue de haut niveau pour les Caraïbes qui se tiendra au premier trimestre 2021.
* Initiative sur les glaciers :
	+ Établissement d'un partenariat avec la Direction suisse du développement et de la coopération (DDC) et l'Université de Zurich.
	+ Publication d'un article scientifique sur la gestion intégrée des glaciers andins.
	+ Mise au point de deux dialogues techniques de haut niveau.
* Début des discussions avec la BID pour développer un programme de travail commun dans le domaine de la gestion intégrée des ressources hydriques, axé, entre autres, sur la résilience, la gestion des eaux transfrontalières, l'intendance de l'eau et la gestion des connaissances.
	+ Signature d'un accord de coopération avec la BID en décembre 2020 afin de mobiliser des contributions financières pour le développement d'instruments financiers de résilience dans le secteur de l'eau pour la promotion de la gestion intégrée des ressources hydriques dans la grande Caraïbe.
* Début de la préparation de l'approche programmatique de l'eau, qui regroupe tous les projets, actions et initiatives dans le cadre du Programme interaméricain de développement durable (PIDS).
* Poursuite du développement de la gestion des connaissances et des produits, notamment :
	+ Eau et méthodologie de genre pour l'intégration des approches de genre dans les projets de gestion de l'eau.
	+ Indice de coopération dans le domaine de la méthodologie appliquée aux eaux transfrontalières.
	+ Intégration des ODD et du portefeuille de l'eau du SEDI.

**OBJECTIF 2.4 Promouvoir les capacités des États membres en ce qui concerne la thématique des villes et communautés durables conformément aux objectifs et principes d’action énoncés à la section 3.4. du PIDS.**

* Examen d’un cours en ligne ouvert à tous (MOOC, de son sigle anglais) pour les États membres sur les communautés urbaines durables afin de fournir aux jeunes les outils et les connaissances nécessaires pour influencer les changements de culture, de pratiques et d'habitudes, ainsi que les politiques publiques afin de parvenir à des communautés durables et résilientes.

**OBJECTIF 2.5 Promouvoir les capacités des États membres pour la gestion durable de l’énergie, en privilégiant la promotion des énergies propres, renouvelables et durables du point de vue environnemental ainsi que l’efficience énergétique, conformément aux objectifs et principes d’action énoncés à la section 3.5. du PIDS.**

**Partenariat des Amériques pour l'énergie et le climat (ECPA)**

* Fourniture d’une assistance technique aux responsables de l'énergie dans 30 États membres par le biais d'ateliers, de missions d'échange et de conseils d'experts ciblés afin d'encourager l'utilisation de données fiables, scientifiques et empiriques dans la gestion de l'énergie, le développement des énergies renouvelables et la surveillance de la qualité de l'air.
* Organisation de dialogues, d'ateliers et de formations virtuels sur l'énergie, portant sur la sécurité énergétique, la flexibilité du réseau, le gaz naturel et l'énergie pour la relance économique, à l'intention de plus de 1 500 participants des secteurs public et privé, des services publics, des autorités de réglementation, des organismes multilatéraux, des établissements de prêt, des secteurs du tourisme et des transports et des universités d'environ 33 États membres.
* Fourniture d’une assistance technique à 30 États membres sur les politiques et réglementations énergétiques concernant la durabilité, la fiabilité, le caractère abordable et la résilience.
* Facilitation du dialogue intra-sectoriel entre 29 responsables et hauts fonctionnaires du secteur de l’énergie, 15 cadres du secteur privé, trois institutions financières internationales et deux organisations régionales sur **« La résilience énergétique et les possibilités d'investissement »**lors de la IVe réunion ministérielle de l'ECPA.
* Fourniture d’une assistance technique à sept pays d'Amérique centrale pour guider la rédaction de règlements sur l'efficacité énergétique pour l'éclairage et sensibiliser aux avantages de l'efficacité énergétique.
* Lancement d'un réseau pour relier les experts des instituts de métrologie du continent américain afin d'améliorer le partage des meilleures pratiques.

**OBJECTIF 2.6 Renforcer les capacités des États membres à disposer d’institutions efficientes, efficaces, responsables et inclusives pour le développement durable, conformément aux objectifs et principes d’action énoncés à la section 3.6. du PIDS.**

**Renforcer la capacité institutionnelle pour le développement durable**

* Soutien à la mise en œuvre et au suivi (au moyen d'indicateurs de gestion axée sur les résultats) de l'accord de coopération environnementale (ECA) signé dans le cadre de l'accord de libre-échange entre la République dominicaine, l'Amérique centrale et les États-Unis (CAFTA-DR).
* Préparation et présentation du 8e rapport d'évaluation du Programme de coopération environnementale (PCE) CAFTA-DR au Conseil des affaires environnementales CAFTA-DR, qui présente les résultats, les réussites, les défis et les recommandations du PCE, dans les domaines suivants :
	+ Renforcer les capacités institutionnelles pour assurer le respect et l'application efficaces de la législation environnementale
	+ Renforcer les capacités de lutte contre le commerce illégal d'espèces sauvages
	+ Élaboration de normes de qualité de l'air, y compris de systèmes de surveillance de l'air en milieu urbain
	+ Renforcer la gestion des eaux usées et des déchets solides
	+ Renforcer la capacité à réaliser des évaluations d’impact sur l'environnement (EIE)
	+ Promouvoir la conservation des écosystèmes marins et côtiers
	+ Encourager la participation du public et accroître les connaissances de la société civile en matière de législation environnementale
* Fourniture d’une assistance administrative et technique au Secrétariat pour les déclarations sur les questions d'application de la législation environnementale dans le cadre de l'Accord de promotion commerciale entre les États-Unis et le Pérou (TPA), afin de recevoir et de traiter les déclarations publiques affirmant qu'une partie n'applique pas efficacement ses lois environnementales.
* Organisation de cinq réunions avec les parties prenantes au Pérou et trois aux États-Unis pour fournir des détails sur le travail du Secrétariat, le processus de déclaration et les suites probables de la présentation d’une déclaration.
* Conclusion et publication du dossier factuel final de la demande déclaration déposée par la Fédération indigène de la rivière Madre de Dios et ses affluents (Fenamad) au Pérou en août 2020. Il s’agit du tout premier dossier factuel produit dans l'histoire du Secrétariat.

**LIGNE STRATÉGIQUE 3 : PROMOUVOIR L’ÉDUCATION ET LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN DANS LES AMÉRIQUES.**

 La pandémie de COVID-19 a perturbé les systèmes éducatifs à un niveau sans précédent dans l'histoire. Elle exacerbe également les inégalités préexistantes pour bon nombre des populations les plus vulnérables, notamment les personnes vivant dans des zones pauvres ou rurales, les filles, les réfugiés, les personnes handicapées et les personnes déplacées de force. Au fur et à mesure de la mise en œuvre des solutions d'apprentissage à distance, ces apprenants les plus vulnérables ont été désavantagés, entre autres, par les possibilités limitées de développer des compétences numériques, et par le manque d'accès au matériel et à la connectivité nécessaires. Les programmes et les initiatives du SEDI, tels que le Plan d'action continental pour la continuité de l'éducation (PHACE), ont aidé les États membres à répondre à la crise et à offrir aux citoyens des Amériques un accès à une éducation de qualité, inclusive et équitable. La série de dialogues politiques virtuels itinérants pour présenter le Plan de travail de la CIE a été un processus clé pour susciter la participation des États membres à l’exercice consistant à faire correspondre leurs besoins et priorités avec des activités spécifiques en vue de la mise en œuvre du plan de travail.

**OBJECTIF 3.1. Renforcer les capacités institutionnelles des États membres afin de fournir une éducation de qualité, inclusive et assortie d’équité.**

**Programme éducatif interaméricain**

* Échanges sur 24 projets entre les États membres dans le cadre du plan de travail de la CIE 2019-2022, qui sont ouverts à l'adoption ou au développement par les États membres ou par la région dans son ensemble :
	+ Échanges d’initiatives concrètes pour la mise en œuvre du PEI
	+ Développement des synergies entre les initiatives mondiales, continentales et sous-régionales en matière d'éducation
	+ Promotion de la coopération intersectorielle avec d'autres acteurs sociaux
* Élaboration du Plan d'action continental pour la continuité de l'éducation (PHACE) afin de répondre aux priorités modifiées des États membres en réponse à la pandémie de COVID-19 afin d'assurer la continuité de l'enseignement à tous les niveaux, en particulier pour les populations défavorisées.
* Lancement d'une page web contenant plus de 15 000 ressources sur les programmes éducatifs, les cours de formation gratuits, les vidéos examinant les questions prioritaires identifiées par les États membres et les bonnes pratiques adoptées par les ministères de l'éducation dans la région pour promouvoir la continuité de l'enseignement.
* Dialogue politique maintenu avec des fonctionnaires de haut niveau des États membres avec le soutien du secrétariat technique de la CIE.
* Convocation d'une réunion virtuelle avec les autorités de la CIE et d'événements virtuels pour les hauts fonctionnaires des ministères de l'éducation des États membres afin de partager les expériences et les bonnes pratiques sur la réponse à la pandémie de COVID-19, y compris les protocoles de sécurité pour le retour à l'école, l'évaluation et les bilans, de même que la continuité de l’enseignement pour les personnes handicapées.
* Mise en œuvre, en collaboration avec le Laboratoire mondial de l'éducation Abdul Latif Jameel (J-WEL) du Massachusetts Institute of Technology (MIT), du Forum sur l'avenir de l'éducation virtuelle, sous le thème « **Repenser l'éducation pour créer des systèmes résilients et réactifs »**, qui a facilité le dialogue entre les représentants de 18 États membres sur leurs visions et leurs plans pour améliorer la qualité, l'égalité et la durabilité de l'éducation dans le contexte post-COVID-19.
* Début de la mise en œuvre des activités conjointes de l'OEA et de l'OPS sur la promotion, le suivi et l'évaluation des environnements scolaires propices à une alimentation saine et à l'activité physique dans le cadre du plan de travail 2019-2022 de la Commission interaméricaine de l'éducation (CIE) par le biais d'une série de webinaires pour faciliter le partage des expériences.
* Mise en œuvre de dialogues politiques virtuels avec de hauts responsables sur les thèmes « **Échange d'expériences sur l'évaluation des étudiants dans le cadre de la COVID-19 »** et **« Promotion de l'accessibilité numérique dans l'éducation** : **Expériences et défis pour les personnes handicapées pendant la COVID-19 »** et création du groupe de réflexion sur l'échange et les discussions politiques concernant le retour présentiel à la salle de classe : Indicateurs et mécanisme de suivi.

**OBJECTIF 3.2. Renforcer la profession d’enseignant dans les États membres en créant davantage de possibilités de formation.**

**Réseau interaméricain de formation des enseignants (ITEN)**

* Formation de 117 000 enseignants dans 34 États membres à des pratiques équitables pour les deux sexes et fondées sur des données probantes dans le cadre de séminaires virtuels organisés par les partenaires de l’ITEN et les boursiers enseignants ITEN par le biais de la série de webinaires « **COVID-19** : **Enseigner les STIM en quarantaine »** et le **séminaire virtuel2020** de l’ITEN.
* Formation de 1 271 enseignants en République dominicaine, à la Grenade, en Jamaïque, au Mexique et aux États-Unis à des pratiques d'enseignement des STIM équitables pour les deux sexes et fondées sur des données probantes, sur divers sujets tels que les compétences de laboratoire en chimie, la conception de scénarios d'apprentissage basés sur des problèmes et l'utilisation d'outils numériques gratuits, dans le cadre d'ateliers pratiques organisés par les partenaires de l’ITEN.
* Formation de 6 029 enseignants à travers l'Amérique latine par le biais de MOOC conçus et dispensés par les partenaires de l’ITEN en Colombie, au Mexique et aux États-Unis sur l'enseignement des principes STIM avec des simulations numériques gratuites de la technologie de l'enseignement de la physique (PhET).
* Formation de 60 enseignants en formation initiale et continue au sein de la communauté virtuelle ITEN-Université des sciences, technologies, lecture, ingénierie, art et mathématiques des Antilles (STREAM) sur la réduction de l'écart entre les sexes dans les expériences de la petite enfance et l'enseignement de STREAM par le biais de séminaires virtuels dispensés par des enseignants boursiers de l’ITEN.
* Formation de 150 enseignants en formation initiale et continue inscrits à des programmes de formation d'enseignants de l'Université des Antilles à l'intégration de contenu STREAM dispensée par des chercheurs de l’ITEN.
* Collaboration entre 11 équipes de projet composées de 35 institutions de 17 États membres au sein de groupes multilatéraux ciblant des problèmes spécifiques de politique ou de pratique dans le domaine de la formation des enseignants en STIM.
	+ Partage d'informations sur l'apprentissage actif et l'enseignement scientifique inclusif avec trois États membres (le ministère de l'éducation de la Jamaïque, l'Inafocam de la République dominicaine et le directeur de la commission scolaire de Washington, D.C.) grâce à un échange de coopération avec l'université de Stanford.
	+ Amélioration de l'utilisation de pratiques d'enseignement et de direction équitables pour les hommes et les femmes et fondées sur des données probantes pour 36 chercheurs de l’ITEN de 11 États membres grâce à 20 heures de coaching pédagogique et à l'élaboration de portefeuilles d'enseignement et de direction.
	+ Quinze établissements de formation des enseignants participant aux équipes de projet de l’ITEN ont rédigé des manuscrits qui présenteront publiquement leur travail avec le réseau comme des modèles de réussite par le biais de **Conexiones** (une publication du ministère de l'éducation publique du Costa Rica), du *CIEDADES* (une publication de l'université de San Luis Potosí (Mexique) avec RECINATUR) et de **Young Child** (une publication de l'Association nationale de l'éducation des jeunes enfants).

**Portail éducatif des Amériques**

* Attribution de bourses d’études à 393 citoyens de 25 États membres pour suivre cinq cours de développement professionnel et deux programmes de diplôme en éducation STIM, gestion publique et aménagement du territoire, développés en collaboration avec la Faculté latino-américaine des sciences sociales du Chili (FLACSO) et l'université Pontificia Bolivariana de Colombie, qui ont été dispensés par le biais du portail éducatif des Amériques.
* Formation de 380 personnes par le biais de six MOOC dispensés via le portail éducatif des Amériques sur des sujets liés à l'éducation, au genre et au développement durable.
* Fourniture d'équipements technologiques, notamment des ordinateurs portables, des tablettes, des projecteurs et des routeurs, à 36 écoles primaires, fourniture de contenu numérique académique en matière d'innovation et d'intégration des TIC dans l'éducation, et formation de 1 212 enseignants aux Bahamas et à Sainte-Lucie dans le cadre du programme éducatif ProFuturo.
* Expansion du programme éducatif ProFuturo à tous les États membres, qui a permis à plus de 11 700 enseignants de 26 États membres d'accéder à 40 programmes de formation des enseignants en ligne afin d'améliorer la capacité des enseignants à dispenser un enseignement de qualité virtuellement dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Plus de 3 530 participants ont suivi au moins 10 heures de formation.

**OBJECTIF 3.3. Renforcer les capacités institutionnelles des États membres afin d’assurer une prise en charge intégrale de la petite enfance.**

* Signature d'un accord de co-parrainage avec l'Université des Antilles pour fournir 19 bourses d’études durant l'année scolaire 2020-2021 aux bénéficiaires des bourses PAEC de l'OEA-Université des Antilles des États membres anglophones des Caraïbes inscrits au cours de certificat en développement de la petite enfance et études familiales.

**OBJECTIF 3.4. Encourager, au sein des États membres, l’accès à des filières éducatives de qualité, inclusives et équitables à tous les niveaux, dans toutes les modalités et dans les quatre langues officielles de l’Organisation.**

**Programme de bourses d'études et de perfectionnement de l’OEA**

* Octroi de 4 009 (5 915 offertes) bourses d'études basées sur les besoins, en partenariat avec diverses institutions régionales et internationales, aux citoyens de 34 États membres.
	+ Modalité : 93,5 % en ligne ; 6,5 % conventionnelle/hybride
	+ Niveau d'études : 50 % certificat ; 47 % maîtrise ; 2 % doctorat ; 1 % licence
	+ Sexe : 59 % d’hommes ; 41 % de femmes
* 1,272 bourses ont été offertes grâce à des alliances avec de grandes institutions, notamment le Groupe Coimbra des universités brésiliennes (GCUB) au Brésil, qui a offert 513 bourses, et le Conseil national des sciences et de la technologie du Mexique (CONACYT), qui a offert 715 bourses. En outre, le Conseil national de la recherche scientifique et technologique (CONICIT) du Chili, qui a octroyé 44 bourses complètes à des doctorants
* Signature de deux accords avec *Soluciones Integrales de Formación y Gestión* (STRUCTURALIA) pour offrir plus de 6 000 bourses d'études à des citoyens des Amériques dans le cadre du plus grand programme de bourses de l'OEA jamais établi avec un partenaire.
* Formation de 930 ressortissants de la CARICOM dans des domaines où des besoins nouveaux se font sentir en rapport avec la pandémie de COVID-19, notamment les besoins spécifiques du secteur du tourisme, grâce au programme élargi de bourses d'études de l'Agence chilienne de coopération internationale au développement (AGCID) :
	+ 165 certificats décernés à 62 participants aux cours indépendants de l’Équipe de gestion des urgences et de réponse aux situations d’urgence communautaire (CERT) par l'intermédiaire de l'Institut de gestion des urgences de l’Agence fédérale de gestion des situations d'urgence des États-Unis (FEMA)
	+ 179 fiches de formation délivrées à 74 participants à la formation *ServSafe COVID-19 Precautions* dispensée par l’Institut américain de formation hôtelière.
	+ Octroi de 28 bourses d'études intégrales pour la formation certifiante en innovation et entrepreneuriat mondial du dLab, avec un accent particulier sur le développement de projets de résilience climatique, à l’Universidad del Desarrollo du Chili.
	+ Offre de 766 bourses d’études intégrales pour le cours en ligne de certification touristique Guest Service Gold pour le personnel d'accueil, dispensé par l'American Hotel & Lodging Educational Institute (AHLEI).
* Le Comité de sélection des cours de développement professionnel (Comité PDC), du Programme de bourses de développement professionnel (PDSP), a évalué et classé 24 propositions de cours présélectionnées (sur 76 reçues) provenant de 10 institutions différentes situées dans six États membres de l'OEA (Argentine, Chili, Colombie, Équateur, Mexique, Pérou), 2 pays observateurs près l'OEA (Italie et Espagne) et 1 du SG/OEA. Sur la base du budget alloué pour 2020 et du système de notation du Comité PDC (US$ 75 000), 12 cours ont été sélectionnés, qui s'alignent sur les priorités des pays de l'OEA. Ils comprenaient un cours en anglais, un en portugais et deux cours portant spécifiquement sur la réponse à la pandémie de COVID-19 dans le domaine du développement durable et de l'environnement et sur l'impact sur les microentreprises et les petites et moyennes entreprises (MPME).

**Fonds Rowe**

* Gestion d'un portefeuille d'investissement de US$ 20,8 millions (états financiers au 30 septembre 2020) et administration de près de 400 comptes de prêts d'une valeur de US$ 2,4 millions avec un taux de non-recouvrement inférieur à 1 %.
* Fourniture d’aide financière s’élevant à US$ 983 400.
	+ Octroi de 101 prêts sans intérêt à des étudiants étrangers de 21 pays de la région Amérique latine et Caraïbes pour aider à couvrir les frais de scolarité et de subsistance dans 63 universités des États-Unis.
	+ Octroi de 63 bourses d'urgence COVID d'un montant total de US$ 126 000 à des étudiants étrangers pour compenser les difficultés financières créées par la pandémie pendant leurs études aux États-Unis.
	+ Octroi de prêts éducatifs et d'urgence à 20 membres du personnel du SG/OEA.
* Lancement de la campagne de collecte de fonds **« Donnez à l'éducation »** pour offrir des bourses d'urgence supplémentaires.

**Programme de bourses d’étude et de perfectionnement de la CIP**

* 401 bourses, d’une valeur totale de $470,550, ont été octroyées à des fonctionnaires des installations portuaires de 29 États membres, de même que des îles Vierges britanniques, de Montserrat, Saint-Martin et des îles Turks et Caicos, par le truchement d’un protocole d’entente entre la CIP et l’Association de gestion des ports des Caraïbes (PMAC en anglais), relatif à 12 cours de perfectionnement professionnel certifiés en ligne portant sur des sujets tels que la logistique, le commerce, la numérisation, la sécurité, la gestion et les lois; aussi, deux bourses, pour un montant total de $36,000, ont été octroyées à des fonctionnaires des installations portuaires du Mexique pour faire une maîtrise en gestion des ports et transport multimodal à Valence (Espagne).
* 3,245 fonctionnaires des installations portuaires de 27 États membres ont appris de bonnes pratiques en matière de sécurité, de sûreté, de numérisation et d’automation, de commerce, de gestion des risques de catastrophe, de dragage, de ports de croisière, de relations entre les ports et les villes ainsi que de logistique par le truchement de 15 webinaires techniques organisés par l’intermédiaire du partenariat stratégique avec le Réseau international de sûreté des navires et des installations portuaires (ISPS) du Mexique.
* Lancement du Programme en ligne de Certificat interaméricain sur les concessions portuaires et la gestion des services auxiliaires par le biais d’un partenariat stratégique avec l’Autorité portuaire nationale (APN) du Pérou et le Bureau des politiques maritimes, un membre associé, qui a permis d’octroyer 32 bourses d’études à des agents portuaires provenant de 12 États membres.

**LIGNE STRATÉGIQUE 4 : PROMOUVOIR LE TRAVAIL DÉCENT,**

**DIGNE ET PRODUCTIF POUR TOUS**

 Le SEDI renforce la capacité des États membres à améliorer les conditions de travail, à promouvoir les droits du travail et à créer des emplois ; en l’essence, à promouvoir l'emploi productif et le travail décent pour tous. La pandémie de COVID-19, qui a perturbé les marchés du travail dans toute la région et aggravé le chômage, le secteur informel et les inégalités devant le travail, a renforcé l'importance de ces objectifs, les plaçant au centre de la réponse des politiques économiques et sociales. Depuis le début de la pandémie, le SEDI a axé ses efforts sur l’aide aux gouvernements pour qu’ils répondent à la crise tout en créant les conditions d'une reprise durable.

 En 2020, le SEDI s'est concentré sur le travail et l'emploi dans des domaines qui sont essentiels pour faire face aux conséquences de la pandémie sur le travail à court et moyen terme, comme le télétravail et l'économie de plate-forme ; le dialogue social entre les gouvernements, les travailleurs et les employeurs ; la santé et la sécurité au travail ; le développement, la requalification et l'amélioration des compétences de la main-d'œuvre ; la dimension de genre de la crise et la protection sociale.

**OBJECTIF 4.1. Renforcer les capacités institutionnelles des États membres pour le renforcement des systèmes d’éducation et de formation continue permettant de disposer d’une meilleure main d’œuvre.**

* Modification du plan de travail de la Conférence interaméricaine des ministres du travail (CIMT) pour 2020 afin de répondre aux défis émergents de la pandémie de COVID-19.
* Organisation de réunions virtuelles entre les autorités de haut niveau, les travailleurs, les employeurs et les organisations internationales afin de partager les réponses politiques, d'identifier les éléments clés permettant d'atténuer les effets négatifs de la crise de l'emploi et des revenus, et de fournir des recommandations politiques concernant, entre autres, les mesures de santé et de sécurité au travail, la reconversion et l'amélioration des compétences de la main-d'œuvre et le télétravail.
* Approfondissement du dialogue social tripartite grâce au forum qui s’est déroulé lors de la cinquantième session ordinaire de l'Assemblée générale de l'OEA à l’intention des représentants des travailleurs et des employeurs pour qu’ils présentent des recommandations et tiennent des échanges avec les gouvernements régionaux du continent américain sous le thème « Relever les défis de la COVID-19 dans le continent américain : Une approche collaborative pour aborder les vulnérabilités et renforcer la résilience en temps de crise, sur la base des quatre piliers de l'OEA ».
* Le gouvernement du Pérou a fourni une assistance technique au gouvernement du Honduras pour soutenir la révision des procédures et des réformes visant à étendre et à gérer les centres d'emploi et les ajustements technologiques pour adapter leur plateforme d'emploi en ligne dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

**OBJECTIF 4.2. Renforcer les capacités institutionnelles des États membres afin de favoriser des conditions et perspectives d’emploi équitables et inclusives pour les populations en situation de vulnérabilité et tous les groupes qui rencontrent des difficultés importantes sur le marché du travail.**

* Rassemblement sur l’espace du RIAL pour le « **Recueil des ripostes des ministères du Travail face à la** **COVID-19 »** de plus de 400 mesures adoptées par les États membres pour protéger les travailleurs, l'emploi et les revenus face à la pandémie, et des ressources sur la dimension du travail de la crise.
* Publication du **« Répertoire des guides et protocoles de déconfinement et de retour au travail »**sur les mesures prises par les États membres et d'autres pays pour assouplir les mesures de confinement, faciliter le retour au travail et garantir la sécurité et la santé des travailleurs.
* Le gouvernement du Canada a fourni un soutien technique virtuel au ministère du travail de l'Argentine et a partagé des informations sur la conception et la mise en œuvre de son système de retraite afin de soutenir la formulation d'alternatives politiques pour la réforme de la sécurité sociale en Argentine.
* Renforcement de la capacité des unités de genre des ministères du travail des États membres à analyser et à répondre aux questions et défis émergents en matière d'égalité des sexes et d'institutionnalisation de celle-ci dans le contexte de la pandémie de COVID-19, grâce au Dialogue continental virtuel organisé en partenariat avec la Commission interaméricaine des femmes (CIM). Le dialogue a complété l'étude élaborée par le SEDI, qui comprenait une analyse approfondie de l'intégration et de l'institutionnalisation de l'égalité des sexes dans ces ministères, ainsi qu'un ensemble de recommandations et de mesures à prendre pour continuer à progresser dans ce domaine.

**LIGNE STRATÉGIQUE 5 : FAVORISER LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT**

**ET ÉTABLIR DES PARTENARIATS**

**Fonds de coopération pour le développement de l'OEA (FCD)**

La mise en œuvre des 17 programmes du FCD dans la région dans les trois domaines prioritaires du Programme éducatif interaméricain (PEI) a été perturbée à des degrés divers avec le début de la pandémie. Comme les États membres ont mis en place des mécanismes de réponse, la date limite de mise en œuvre a été reportée au 31 décembre 2021 et les programmes ont été adaptés pour refléter les conditions locales et s'aligner sur les nouvelles priorités nationales. Les programmes soutiennent également la mise au point et le renforcement des politiques éducatives des États membres afin d'atteindre l'objectif 4 du Programme 2030 et facilitent les initiatives de coopération et l'échange de connaissances entre les États membres dans le cadre des domaines d’intervention du PEI.

Ces programmes ont bénéficié d'un financement de démarrage de US$ 1,5 million. Le FCD continue également à encourager la coopération avec le secteur privé, les universités et les gouvernements afin d'élargir la portée, l'institutionnalisation et la durabilité des programmes. Parmi les efforts visant à augmenter les fonds de démarrage disponibles pour la mise en œuvre et à assurer la durabilité du programme, on peut citer l'établissement d'un partenariat par les pays participants au cycle de programmation 2017-2021 avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et la Banque de développement des Caraïbes (BDC). En outre, le partenariat établi avec Amazon Web Services (AWS) pour fournir un soutien et des solutions immédiats aux programmes du FCD a aidé les États membres à relever les défis provoqués par la pandémie de COVID-19 pour les systèmes éducatifs.

En réponse à la pandémie, le CIDI a approuvé le domaine d’intervention « **Résilience inclusive pour un redressement efficace, en particulier dans les domaines de la science et de la technologie »** pour le cycle programmatique 2021-2024 du FCD afin de compléter les efforts de redressement post-pandémie déployés par les 17 États membres autorisés à participer au cycle 2021-2024. Un financement de démarrage de US$ 1,7 million sera alloué pour financer les quatre thèmes programmatiques approuvés :

1. Reconversion des MPME par l'innovation et la technologie
2. La reconversion innovante pour la relance du secteur du tourisme et des économies régionales
3. L'innovation scientifique et technologique pour renforcer la résilience
4. La science au service de la prise de décisions en matière de planification des risques de catastrophe

À ce jour, plus de 5 000 citoyens ont été touchés par la mise en œuvre des programmes du cycle programmatique 2017-2021. Parmi les réalisations notables, on peut citer les suivantes :

**Domaine d’intervention 1** : **Éducation de qualité, inclusive et assortie d’équité :**

* **Guyana : Améliorer l'enseignement technique et professionnel dans les établissements secondaires et post-secondaires**
	+ 10 enseignants de 4 écoles post-secondaires ont commencé un programme de certification de deux ans pour renforcer les capacités dans l'enseignement de l'entretien et de la réparation des équipements lourds, et de la santé, de l'environnement et de la sécurité au travail.
	+ 15 enseignants ont commencé le cours de formation des formateurs sur la santé, la sécurité et l'environnement au travail (OHSE) afin de renforcer les capacités de formation de 2 000 étudiants. Après le début de la pandémie de COVID-19, le cours a été converti en un modèle à 70 % en ligne et à 30 % pratique.
* **Nicaragua : Renforcer les capacités et les compétences technologiques des étudiants, des enseignants et des directeurs de l'enseignement secondaire à distance dans les zones rurales**
	+ 2 749 étudiants ruraux inscrits dans des programmes d'enseignement à distance dans 21 écoles de Matagalpa, Zelaya Central (Nouvelle Guinée) et la région d'exploitation minière (Siuna) ont bénéficié d'infrastructures et de mises à niveau technologiques.
	+ 21 directeurs, 63 enseignants et 2 749 élèves ont accès aux TIC et les intègrent dans l'enseignement et l'apprentissage des mathématiques, de l'anglais, de la langue et de la littérature, des sciences naturelles et des sciences sociales.
* **Costa Rica : Professeurs communautaires/Stratégie « *Yo me apunto »* (J’en suis)**
	+ Identification et cartographie des obstacles institutionnels qui encouragent l'exclusion des étudiants du système éducatif dans le cadre du programme de stratégie pédagogique nationale « *profs communautaires »* visant à accroître la permanence et les résultats scolaires des étudiants du troisième cycle de l'enseignement général de base dans les districts prioritaires.
	+ Mise en œuvre de stratégies innovantes au service des personnes risquant d'être exclues et élaboration d'outils visant à promouvoir la réintégration des personnes exclues dans le système éducatif.
	+ 400 étudiants ont bénéficié du programme (150 étudiants à haut risque d'être exclus du système éducatif, et 250 étudiants réintégrés dans le système éducatif).

**La Commission interaméricaine des ports (CIP)**

* Promotion d’alliances stratégiques au sein de partenariats bilatéraux, sud-sud et triangulaires avec la American Association of Port Authorities (Association américaine des autorités portuaires – AAPA en anglais), l’Association pour la protection de l’environnement marin des Caraïbes (CARIBMEPA en anglais), l’Association de transport maritime de la Caraïbe (CSA), HudsonAnalytix, l’Autorité maritime du Panama, le Réseau international ISPS du Mexique, l’Autorité portuaire nationale du Pérou (APN), l’Association de gestion portuaire de la Caraïbe (PMAC), et l’Association internationale des femmes œuvrant dans le transport maritime et de commerce (WISTA).
* Obtention de la collaboration de 23 États membres pour le partenariat stratégique avec le « Baromètre portuaire COVID-19 » de l’Association internationale des ports et havres (IAPH) pour mesurer l’incidence de la pandémie sur les opérations portuaires et pour diffuser les résultats auprès de 34 États membres et de 75 membres associés et partenaires stratégiques de la CIP.
* Apport de soutien technique au projet **« Évaluation de l’institution et des opérations de l’Autorité portuaire de Saint-Vincent-et-Grenadines (SVGPA) »** financé par la Banque caribéenne de développement (BCD) pour la formulation de recommandations adressées au Gouvernement de Saint-Vincent-et-Grenadines, qui seront appliquées dans son projet de modernisation portuaire pour 2020 – 2024.
* Organisé conjointement avec la Commission portuaire nationale (CPN) du Guatemala, le Quatorzième Congrès des ports maritimes, qui a facilité le partage de connaissances et le dialogue entre 2 200 fonctionnaires des installations portuaires de 17 États membres sur des sujets tels que la technologie pour la sécurité portuaire, la transition vers une législation moderne à guichet unique destinée à faciliter la transition numérique, la projection post-pandémie, notamment.

**Domaine d’intervention 2 : Renforcement de la profession d’enseignant.**

* **Argentine : Formation des formateurs**
	+ 1 218 enseignants de 178 instituts supérieurs de formation des enseignants dans tout le pays, et 77 enseignants du Belize, de la Colombie, du Guatemala, du Honduras et de l'Uruguay, ont actualisé et renforcé leurs connaissances et leurs compétences grâce à la réalisation de 3 modules sur la formation dans la pratique et pour la pratique, l’enseignement et l'évaluation dans la formation des enseignants et l’apprentissage interdisciplinaire et par projet ; ces modules sont accessibles via la plateforme virtuelle d'enseignement et d'apprentissage de l'Institut national de formation des enseignants dans le cadre du cours mixte Recyclage des compétences.
* **Barbade : Renforcement du développement professionnel des enseignants pour améliorer la qualité de l'enseignement**
	+ Création et équipement d'un centre de développement professionnel à l'école de formation des enseignants d'Erdiston qui se concentre exclusivement sur la mise en œuvre de programmes de développement continu.
	+ Après le début de la pandémie de COVID-19, les cours ont été convertis en cours en ligne pour faciliter l'enseignement et l'apprentissage à distance. Au 30 mars 2020, toutes les sessions restantes étaient enseignées en mode synchrone et asynchrone.
	+ 442 étudiants sont actuellement inscrits à des cours utilisant les modalités en ligne et mixtes.
	+ 264 enseignants formés dans le cadre d'ateliers de développement professionnel.
	+ 23 membres du corps professoral ont atteint la maîtrise de l'intégration réussie de la technologie dans le cycle d'enseignement et d'apprentissage.

**Domaine d’intervention 3 : Soins intégrés à la petite enfance**

* **Bahamas : Projet Bahamas Early Start (BES)**
	+ En raison de la transition des agents vers le travail à distance en raison de la pandémie de COVID-19, une attention accrue et des délais supplémentaires ont été accordés à l'achèvement de l'exercice de réforme du programme d'études. Quatre des cinq composantes du nouveau programme préscolaire sont achevées : module linguistique, cognitif (mathématiques et sciences) et physique. En outre, des guides de gestion du rythme ont été réalisés pour chacun de ces domaines et servent d'outils de normalisation précieux pour les enseignants, en particulier dans le modèle d'apprentissage à distance qui est mis en œuvre dans le cadre de la réouverture des écoles.
	+ La **campagne de sensibilisation à l'éducation de la petite enfance (ECEAC)** a été relancée en août 2020. La campagne a utilisé les trois messages d'intérêt public produits dans le cadre de ce projet pour communiquer aux parents et aux parties prenantes l'importance d'expériences saines et positives au cours des premières années ([**https://youtu.be/Sa5x-5hKeG0**](https://youtu.be/Sa5x-5hKeG0)**).** La campagne a eu plus d'impact dans le contexte de la pandémie, car les professeurs, les étudiants et les parents utilisent davantage les médias sociaux et accèdent continuellement au site web du ministère pour s'informer.
* **Sainte-Lucie : Vers un secteur du développement de la petite enfance plus qualitatif**
	+ 80 enseignants et aides-enseignants des écoles publiques ont évalué le programme actuel de l'enseignement préscolaire, ont révisé et développé les composantes mathématiques et scientifiques, et ont été formés à l'administration de l'outil d'évaluation à la sortie de l'école maternelle.
	+ 132 centres de la petite enfance qui ont passé le processus d'inspection et de formation sur les normes de sécurité et de santé environnementale et qui suivent maintenant le code de pratique pour l'établissement et le fonctionnement des centres de la petite enfance peuvent se réinscrire dans le système national.
	+ Un outil de développement de la petite enfance a été créé pour suivre les étapes du développement des enfants inscrits dans les centres d'accueil.
	+ En raison de la pandémie, les activités ont été réorientées vers l'élaboration de protocoles pour la réouverture en toute sécurité des centres de développement de la petite enfance.
		- Le Bureau des normes de Sainte-Lucie, en collaboration avec un comité technique composé de parties prenantes, a dirigé l'élaboration du manuel de lignes directrices pour les centres d’accueil de la petite enfance en réponse à la COVID-19.
		- Plus de 200 administrateurs employés dans le secteur ont été sensibilisés aux protocoles pour la COVID-19 lors d'une assemblée municipale virtuelle.
* **Uruguay : Intégration interinstitutionnelle des systèmes d'information pour les soins et l'éducation de la petite enfance en Uruguay**
	+ Accord-cadre interinstitutionnel et intersectoriel établi entre six institutions (Ministère de l'éducation et de la culture, Institut des enfants et des adolescents de l'Uruguay, Conseil de l'éducation initiale et primaire, Ministère de la santé publique, L'Uruguay grandit avec vous, Secrétariat du système national de soins et représentants des éducateurs) pour identifier et diffuser des indicateurs de qualité pour l'éducation et les soins complets à la petite enfance.
	+ 60 techniciens des différents organismes liés à la petite enfance qui participent au projet national « 5 000 enseignants » ont bénéficié de ces accords.

**Réseau interaméricain de coopération (CooperaNet)**

Le Réseau interaméricain de coopération (CooperaNet), la plateforme en ligne de coopération au développement du SEDI lancée en 2020, a fourni un espace consolidé pour l'optimisation des partenariats, la création d'alliances et de réseaux, l'optimisation de l'aide au développement et la satisfaction du besoin d'une coopération technique davantage axée sur la demande dans les Amériques, tout en facilitant la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) au niveau régional. La plateforme sert également d’outil d’aiguillage pour les échanges et la mise en commun de connaissances et de données d’expériences entre les responsables de la coopération dans le cadre de la réponse des États membres à la pandémie.

* + Publication de 228 offres de coopération liées aux domaines d'intervention pour le développement et de huit demandes de coopération dans le cadre de la Bourse de la coopération à partir des programmes en cours d'exécution dans le cadre du FCD.
	+ Publication sur la plateforme de l’« Appel ouvert pour les offres et les besoins face la COVID-19 » afin d'accroître la coopération en matière de partage des connaissances liées à la pandémie.

CIDRP03106F01